Deux curiosités historiques: l'hôpital civil et les cellules de Compostelle de l'asile d'aliénés de Cadillac

M. Bénézech

► To cite this version:

M. Bénézech. Deux curiosités historiques: l'hôpital civil et les cellules de Compostelle de l'asile d'aliénés de Cadillac. *Annales Médico-Psychologiques, Revue Psychiatrique*, 2011, 169 (8), pp.540. 10.1016/j.amp.2011.07.003 . hal-00801435

HAL Id: hal-00801435

<https://hal.science/hal-00801435>

Submitted on 16 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Accepted Manuscript

Title: Deux curiosités historiques: l'hôpital civil et les cellules de Compostelle de l'asile d'aliénés de Cadillac

Author: M. Bénézech

PII: S0003-4487(11)00226-5
DOI: doi:10.1016/j.amp.2011.07.003
Reference: AMEPSY 1368

To appear in: *Annales Médico-Psychologiques*

Please cite this article as: Bénézech M, Deux curiosités historiques: l'hôpital civil et les cellules de Compostelle de l'asile d'aliénés de Cadillac, *Annales medio-psychologiques* (2010), doi:10.1016/j.amp.2011.07.003

This is a PDF file of an unedited manuscript that has been accepted for publication. As a service to our customers we are providing this early version of the manuscript. The manuscript will undergo copyediting, typesetting, and review of the resulting proof before it is published in its final form. Please note that during the production process errors may be discovered which could affect the content, and all legal disclaimers that apply to the journal pertain.

*Histoire de la Psychiatrie***Deux curiosités historiques : l'hôpital civil et les cellules de Compostelle de l'asile d'aliénés de Cadillac****Two historical curiosities: The civil hospital and the Compostella cells within the lunatic asylum in Cadillac****M. Bénézech**

Pr Michel Bénézech, 266, rue Judaïque, 33000 Bordeaux, France

Adresse email : michel.benezech@gmail.com

Résumé

En 1617, le premier duc d'Épernon fonda l'hôpital de Cadillac et lui donna son autonomie financière à deux conditions : 1) garder douze lits pour soigner gratuitement les malades des environs ; 1) garder six lits pour héberger gratuitement les voyageurs et pèlerins de Saint-Jacques de Compostelle pendant une ou deux nuits. Cet « hôpital civil » sera à l'origine de l'asile d'aliénés de Cadillac dont il deviendra une « annexe ». Jusqu'à sa fermeture début 1972, il gardera sa fonction initiale de soins de médecine générale. En revanche, il reste toujours à l'heure actuelle deux cellules sur les six réservées aux voyageurs et pèlerins de Compostelle. Ainsi, depuis presque quatre siècles, le centre hospitalier de Cadillac respecte la tradition d'accueil ordonnée par son fondateur.

Mots clés : Asile d'aliénés ; Cadillac ; Hôpital psychiatrique ; Mort ; Pèlerin ; Saint-Jacques de Compostelle ; Seconde Guerre mondiale

Abstract

In 1617, the first duc d'Épernon founded Cadillac hospital and granted it financial autonomy on two conditions: 1) That 12 beds should serve for the free treatment of ill local people; 2) that 6 other beds should be used for the free accommodation for one or two nights of travelers and pilgrims on the road to Santiago de Compostella. The "civil hospital" was the beginning of the Cadillac lunatic asylum, of which it was to become an "annex". Right up to its closure in 1972, it was still used for its original purpose: To provide general medical care. However, to this day, two of the six original cells for travelers are still operational as such.

Hence, almost four centuries after its foundation, Cadillac hospital continues to serve its original purpose as a temporary place of accommodation for pilgrims that its founder wished it to serve.

Keywords: Cadillac; Death; Lunatic asylum; Pilgrim; Psychiatric Hospital; Santiago de Compostella; Second World War

1. Introduction

Décidément, cette jolie petite cité de Cadillac-sur-Garonne (33410) n'a pas fini de nous surprendre. Il y a d'abord sa longue tradition d'enfermement carcéral et asilaire, le premier duc d'Épernon, Jean-Louis de Nogaret de la Vallette, ayant à la fois fait somptueusement reconstruire le château de son épouse Marguerite de Foix de Candalle, château qui servira pendant 130 ans (1822-1952) de prison pour femmes, et refondé en 1617 l'ancien hospice de la ville qui deviendra plus tard un asile d'aliénés. Cette tradition cadillacaïse de lieux d'exclusion semble toujours se poursuivre avec l'ouverture en 1963 d'une unité pour malades difficiles (UMD) et surtout la mise en chantier actuelle d'une unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA), structure pénitentiaire destinée à la prise en charge des détenus souffrant de troubles mentaux. Il y a ensuite à Cadillac, jouxtant le cimetière municipal, un émouvant cimetière des « fous », vestige d'une époque heureusement révolue mais d'un intérêt culturel certain [1].

Le « Trait Haut et Illustre Seigneur » duc d'Épernon (1554-1642), par acte passé devant notaire en date du 2 juin 1617, donne donc au vieil hôpital de Cadillac son autonomie (il n'appartient plus à la commune) et son indépendance financière, avec un revenu de 1 000 livres par an, pour « le secours et soulagement des pauvres necessiteux quy sont subgetz residentz au pays de Benauges et autres siennes terres ». Cette donation s'accompagne de deux conditions : premièrement, entretenir dans l'infirmerie douze lits « proprement garnis » pour douze malades, « leurs maladies estant recognees vray », avec une préférence pour les malades se trouvant dans la « ville et juridiction de Cadillac que Benauges » ; secondement, avoir en un autre lieu six lits pour « les pauvres pellerins passans necessiteux » qui recevront « du pain et du vin et le chauffage » et seront logés pendant « une nuit ou deux ». Le duc baptise cet hôpital « Sainte Marguerite » en souvenir de sa défunte épouse et en confie

l'administration aux religieux de la Charité. Le terrain sur lequel seront bâtis les nouveaux immeubles (infirmerie incluant la chapelle, office d'apothicairerie, réfectoire, boulangerie, corps de logis de huit chambres) est alors d'une superficie de 1 ha-19 a-48 ca.

Peu à peu, à l'initiative du duc d'Épernon, du pouvoir royal et de la confrérie religieuse gestionnaire, la « Charité de Cadillac » bénéficie de nombreux privilèges, acquisitions, donations et étend vers 1650 puis après 1720 son activité aux personnes tombées en état de « démence » ou d'« inconduite ». Il s'agit soit d'aliénés reçus comme « pensionnaires » à titre payant (famille ou trésor royal), soit de « correctionnaires » placés par lettre de cachet ou ordre de Justice. La Charité de Cadillac sert donc à la fois d'hôpital, pour le traitement des malades somatiques et des déments ordinaires, et de maison de force pour les correctionnaires, c'est-à-dire les handicapés de naissance délinquants, les marginaux dangereux et les sujets soumis à une mesure disciplinaire. Ainsi, à côté de l'hospice primitif Sainte-Marguerite, naît un véritable établissement privé d'aliénés faisant fonction de prison jusqu'à la Révolution française pour quelques déviants sociaux. En 1812, l'hospice de Cadillac compte 48 malades présents, dont 22 aliénés, pour monter progressivement à 275 malades en 1840 et 401 en 1867, dont 4 malades civils non aliénés.

La promulgation de la loi du 30 juin 1838 sur les aliénés place l'hospice sous le contrôle de l'autorité publique. Devenu « asile public autonome d'aliénés » par décret du 12 juin 1912, ce classement reconnaissant son autonomie est conforté par un arrêt du 24 février 1913 de la cour de Cassation en chambre des requêtes. Cet arrêt met fin à une procédure judiciaire initiée par la ville de Cadillac qui en revendiquait depuis 1906 la propriété des biens mobiliers et immobiliers. Enfin, le décret du 30 octobre 1970 transforme l'établissement en hôpital psychiatrique public départemental. Il perd alors définitivement une certaine indépendance sauvegardée depuis 1617. Précisons que nous avons consulté pour cette recherche plusieurs centaines de documents anciens dont il est impossible de donner ici la liste et les références. Tous, ou presque, se trouvent dans les archives historiques et médicales du centre hospitalier de Cadillac [2].

2. L'hôpital civil annexe Sainte-Marguerite

2.1. Statut et situation juridique

Héritier direct et immédiat de la fondation du duc d'Épernon, l'hôpital Sainte-Marguerite prend plus tard le nom « d'hôpital civil » pour le différencier de l'asile d'aliénés

dont il constitue une « annexe ». Étant toujours resté dans les mêmes murs, au premier étage de son bâtiment d'origine (photo 1) situé dans l'enceinte générale de l'établissement, il comporte 22 lits au moment de sa création. Les 12 lits de la dotation ducal, entretenus gratuitement par l'établissement, sont attribués aux communes rurales de Cadillac (6 lits), Béguey (2 lits), Loupiac (2 lits) et Larroque (2 lits). Deux lits supplémentaires sont accordés en 1835 à la ville de Cadillac, suite à la concession par cette dernière d'un chemin au profit de l'hospice.

La somme annuelle de 1 000 livres prévue pour l'entretien de l'hospice Sainte-Marguerite par l'acte de fondation cesse définitivement d'être versée à l'établissement à dater de 1793. Sur ordre du préfet (arrêté du 4 prairial an VII), la commune de Cadillac prend alors provisoirement le relais (2 000 francs par an) jusqu'en 1806. Comme le note le directeur de l'asile dans une lettre adressée au préfet en juillet 1860 : « Il n'est pas équitable qu'un contrat soit exécuté à titre onéreux par la partie qui a perdu les bénéfices du contrat... » Cette situation anormale, entièrement à l'avantage des communes environnantes, sera au cours des siècles un sujet permanent de discorde, litiges et procédures entre l'hôpital et la principale commune bénéficiaire, Cadillac.

Après la Première Guerre mondiale, l'hôpital civil Sainte-Marguerite ne compte en moyenne que quatre malades présents (les chiffres quotidiens oscillent de un à dix avec environ 1 200 à 1 400 journées d'hospitalisation par an) installés dans des conditions rudimentaires se singularisant par l'absence d'eau et de toilettes, de salle de pansement, de tout-à-l'égout. Divers travaux d'entretien et de modernisation (bidets, lavabos, WC) seront cependant effectués par la suite (1967). Nécessitant l'emploi de quatre ou cinq agents hospitaliers temps plein, cette petite annexe occasionne une dépense annuelle d'environ 350 000 à 500 000 francs au cours des années 1960.

Les charges perpétuelles imposées par la fondation Épernon et les répercussions budgétaires négatives qui en résultent pour l'ensemble de l'établissement sont soulignées par M. Barbary, inspecteur général de la Santé et de la Population, dans son rapport du 25 mars 1947 au ministre sur le fonctionnement de l'hôpital psychiatrique autonome de Cadillac-sur-Garonne : « La présence d'une organisation de cette nature, dans l'enceinte même de l'établissement principal, constitue une telle anomalie qu'elle justifierait à elle seule la disparition pure et simple dudit quartier d'hôpital, par ailleurs vétuste et inconmode. » Suite à ce rapport d'inspection, la commission administrative de l'hôpital se penche sur la situation de l'annexe Sainte-Marguerite dans ses séances des 29 janvier et 29 novembre 1949, 29 février, 31 mars et 7 octobre 1950.

L'inspecteur divisionnaire directeur départemental de la population, à l'occasion de l'examen du budget primitif et du prix de journée 1948, note dans son rapport du 14 janvier 1948 transmis au ministère : « Néanmoins, je crois devoir attirer votre attention sur le déficit très lourd de l'hôpital annexe qui est pour l'établissement une charge importante, alors que son utilité est contestable. Il serait souhaitable qu'une décision définitive intervienne concernant cet hôpital annexe, dont les conditions de fonctionnement sont toutes très loin de correspondre aux nécessités de l'hygiène et de la médecine modernes. » Le professeur Juglart, de la faculté de droit de Bordeaux, sollicité pour sa compétence administrative, écrit dans son rapport du 22 mars 1949 adressé au préfet de la Gironde que la fondation faite par le duc d'Épernon a créé un établissement nouveau doté de la personnalité morale, disposant d'une pleine capacité juridique, avec une existence autonome, des activités et des prérogatives propres. Il indique que selon les articles 28 et 32 de la loi du 21 décembre 1941, relative aux hôpitaux et hospices, la suppression ou la transformation de l'hôpital civil, qui met en cause l'exécution d'une donation, ne peut être prise que par décret en conseil d'État.

Maître Faverial, notaire-conseil de l'hôpital, rappelle dans sa savante étude du 24 septembre 1960 que l'article 2 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958 prescrit que la suppression d'un hôpital ou d'un hospice ne peut se faire que par décret en conseil d'État et que ce droit ne peut s'exercer par ailleurs que sous réserve des droits des tiers, à savoir ici les héritiers ou ayants droit du duc d'Épernon et des autres donateurs. Selon le décret n° 56-812 du 3 août 1956, il appartient au préfet du département de rechercher les personnes physiques ou morales ayant pu faire des libéralités à l'hôpital civil pour éviter si possible des « difficultés ultérieures ». Quoique connaissant ces restrictions légales, la commission administrative du 25 avril 1966 décide la suppression de l'hôpital civil initial et prie le préfet de rechercher un accord amiable avec les quatre communes bénéficiaires.

Après bien d'autres débats entre les autorités concernées, la commission administrative de l'hôpital psychiatrique, dans sa séance du 29 décembre 1971, fixe au 15 janvier 1972 la fermeture définitive de l'annexe Sainte-Marguerite. Cette fermeture se fait en réalité le 3 janvier 1972 avec la sortie du dernier patient. L'hôpital civil avait fonctionné pratiquement sans interruption durant 355 ans. L'affaire trouve son épilogue dans un courrier du ministre de la santé publique et de la sécurité sociale au préfet de la Gironde en date du 16 novembre 1973. En voici la conclusion : « Étant donné que la recherche des héritiers ou ayants droit éventuels du donateur est pratiquement impossible, ainsi que l'ont affirmé le directeur des Archives départementales de la Gironde et Maître Faverial, notaire-conseil de l'hôpital – d'autant plus que la succession du duc d'Épernon était, au moment de son

ouverture, grevée de dettes et a été dévolue aux créanciers –, il m'apparaît également qu'on peut considérer cette affaire comme étant définitivement réglée. »

2.2. Fonctionnement administratif et médical

Il semble plus aisé de dire ce que l'hôpital civil annexe n'était pas, plutôt que ce qu'il était. D'après les documents consultés, dont le compte rendu de la réunion commune d'information du 27 février 1948 sur sa réorganisation, ce n'est ni un hôpital rural, ni un hôpital cantonal, ni un hospice pour vieillards, ni un véritable service hospitalier de médecine générale ou de psychiatrie. Les malades, qui proviennent des quatre communes désignées, ne relèvent pas de la loi du 30 juin 1838 sur l'aliénation mentale. Ils sont donc en « service libre ». Leur identité n'est pas portée sur les registres officiels de l'établissement, à l'exception de celui des décès. Nous n'avons retrouvé aucun règlement intérieur concernant en propre l'hôpital Sainte-Marguerite. Même le règlement pour l'hospice de Cadillac du 28 mars 1831, s'il distingue bien l'« hospice d'aliénés », placé sous l'administration départementale, de l'« hospice civil », qui regarde la ville de Cadillac et sa juridiction, ne prévoit aucune disposition particulière pour ce dernier.

Les soins somatiques sont prescrits bénévolement par les médecins chefs et leurs internes, activité qui ne leur incombe pas réglementairement. En leur absence, l'interne de garde est appelé. Chaque chef de service de psychiatrie est responsable à tour de rôle de l'hôpital civil pendant une période de quelques mois. C'est lui qui prononce les sorties et qui écrit au médecin traitant à l'origine de l'hospitalisation. Une infirmière en psychiatrie, non titulaire du diplôme d'État, est présente 24 heures sur 24. C'est l'unique personnel permanent. Enfin, le prix de journée de cette annexe est toujours aligné sur celui de l'hôpital psychiatrique, les dépenses et recettes étant incluses dans le budget général de l'établissement. Ce prix de journée reste malgré tout insuffisant pour couvrir toutes les dépenses médicales d'installation et de fonctionnement, le budget annexe de l'hôpital Sainte-Marguerite étant toujours déficitaire.

2.3. Les malades et leur mort

Bien que l'acte de fondation exige des patients atteints de maladies « reconnues vrai », il semble y avoir eu de nombreuses dérives concernant l'état de santé des hospitalisés. Le préfet de la Gironde, dès 1849, rappelle de nouveau à l'administration municipale que

l'hospice ne peut recevoir « les vieillards, infirmes et orphelins ». La commission de surveillance de l'établissement, en date du 22 mars 1890, approuve la sortie de quatre malades non vrais et demande au médecin en chef que seuls les malades « atteints de maladies aiguës ou reconnues vraies » soient admis. La commission administrative du 30 mars 1951 constate qu'il est nécessaire de réglementer les admissions compte tenu de l'équipement technique et des réserves mentionnées à l'acte de fondation. Elle précise qu'il est matériellement impossible « d'y recevoir des contagieux, des chirurgicaux, des tuberculeux, des femmes en couches, des enfants. »

À partir des années 1960, la direction et les médecins de l'établissement se plaignent de surcroît que l'hôpital civil ne correspond plus à un véritable service médical, à un service de soins actifs traitant de « vrais » patients, et qu'il ressemble davantage à un service social recevant des « cas sociaux », comme des malades incurables à l'approche de leur mort. Ils notent que la population des hospitalisés comprend majoritairement des personnes âgées (70-80 ans) des communes rurales environnantes, admises en raison d'un empêchement momentané de leur famille à subvenir à leur entretien. La capacité de la structure est alors de 15 lits se répartissant entre deux dortoirs contigus de 7 lits (un pour chaque sexe) et une chambre individuelle tout au fond. La salle de l'infirmière occupe la première petite chambre à droite en rentrant.

L'examen des dossiers médicaux des hospitalisés à Sainte-Marguerite entre 1945 et 1972 montre qu'effectivement la majorité des patients des deux sexes présentent des troubles organiques liés à la sénilité ou compliqués par l'âge : gangrène des membres inférieurs, congestion pulmonaire, pleurésie, hémoptysie, HTA, décompensation cardiaque, OAP, infarctus, comas divers, accident vasculaire cérébral, cancer, cirrhose éthylique, hémorragie digestive, delirium tremens, septicémie, grippe, etc. En dépit des efforts de sélection des malades, on note quelques cas de tuberculose (personnel infirmier en activité), de sénilité simple, d'état cachectique démentiel en phase terminale. On y découvre encore des patients opérés ailleurs (fracture du col du fémur), Sainte-Marguerite faisant aussi office de maison de convalescence. D'autres diagnostic sont plus surprenants : dilatation aiguë de l'estomac, péritonite aiguë post-opératoire, intoxication oxycarbonée, traumatisme crânien avec coma.

L'hôpital civil fait quelquefois fonction d'infirmierie générale en cas d'accident sans gravité dans la ville de Cadillac ou dans l'établissement. On y rencontre ainsi occasionnellement des Cadillacais, des membres du personnel, des malades mentaux soignés en ambulatoire (injections, pansements, pose de points de suture) ou alités pour quelques heures (repos après malaise banal). En ce qui concerne la psychiatrie, il faut préciser que

l'hôpital Sainte-Marguerite a reçu dès l'origine des malades mentaux, l'asile d'aliénés s'étant constitué progressivement à sa périphérie par la création de nouveaux pavillons au fur et à mesure des besoins. En pratique, il a continué à en admettre comme le prouvent les diagnostics portés sur quelques dossiers des dernières décennies avant sa suppression : état dépressif, imbecillité, dépression névrotique, bouffée délirante polymorphe, hypocondrie, démence sénile avec bouffées confusionnelles, mélancolie, cachexie nerveuse, etc. On note en 1935 un suicide par pendaison chez une patiente.

Une dernière catégorie de personnes placées à hôpital civil de Cadillac est à mentionner. Il s'agit des anciens employés de l'établissement en « position de reposant ». La reposance, prévue par le règlement modèle des asiles d'aliénés, était une sorte d'assistance à ceux qui avaient assuré un long service sans bénéficier d'une retraite. Si le retraité perdait tout lien avec l'établissement, le reposant conservait d'après son statut sa qualité d'employé avec les obligations de l'asile à cet égard. Un reposant a donc tous les droits en nature d'un employé logé, nourri et soigné. Le reposant qui vit dans l'hôpital est dit « interne » ou « interné », s'il vit à l'extérieur il est dit « externe » ou « externé » et bénéficie alors d'une allocation annuelle allouée par son établissement. En 1929 à Cadillac, cette indemnité de reposance externe était fixée à 2000 francs, somme non revalorisée ne permettant qu'une existence « misérable » quelques années plus tard (commission administrative du 31 décembre 1938). Les reposants externes de Cadillac avaient obtenu la gratuité de tous les soins par décision de la commission administrative du 12 novembre 1938. Ayant réclamé un aménagement de l'hôpital Sainte-Marguerite afin d'y recevoir l'ensemble des soins médicaux et chirurgicaux, il leur fut répondu par la négative (commission administrative du 11 février 1939). Les reposants externes, assimilés administrativement aux internes, purent continuer comme ces derniers à bénéficier gratuitement des services de l'hôpital civil où certains séjournèrent de longues années avant d'y mourir.

La mort à l'hôpital civil nous est connue par les registres de décès de l'établissement qui précisaient toujours s'il s'agissait d'un malade hospitalisé à l'hôpital psychiatrique ou à l'hôpital civil annexe. Du 1^{er} janvier 1923 au 1^{er} janvier 1972, soit 59 ans, nous avons compté 264 décès (131 femmes) à Sainte-Marguerite, les chiffres s'échelonnant de un à 15 décès annuels, avec une moyenne d'environ 3 à 6 décès. Il faudrait y ajouter quelques sorties *in extremis*. Les années 1940 et 1941 ne portent aucun décès survenus dans cette annexe, l'hôpital civil étant vraisemblablement entièrement occupé par quelques-uns des nombreux internés transférés fin 1939 de l'asile d'aliénés de Sarreguemines [3]. Parmi ces 264 décédés, on relève 13 reposants (5 femmes) et 16 infirmiers (7 femmes) dont 2 à la retraite. À titre de

comparaison, pendant une période de 30 ans incluant la Seconde Guerre mondiale (1^{er} janvier 1923-31 décembre 1952), 3 281 malades mentaux hospitalisés en psychiatrie sont décédés dans le même établissement de Cadillac [4].

On le voit, l'hôpital civil avait une vocation médicale très large, quoique dirigé exclusivement par des aliénistes devenus psychiatres ! Au plan local, il faisait fonction à la fois de centre de traitement pour les urgences et la pathologie médicale dans son ensemble, d'infirmerie pour la petite traumatologie, de clinique psychiatrique ouverte, de maison de convalescence pour les opérés des environs et enfin de maison de retraite médicalisée pour les personnes âgées et les deux catégories de reposants. On pourrait y ajouter l'asile de nuit Compostelle qui occupe le rez-de-chaussée de la même construction.

2.4. Les cellules des pèlerins de Compostelle

En effet, les lits réservés aux pauvres vagabonds et pèlerins existent toujours sous le défunt hôpital annexe Sainte-Marguerite. Sur les six chambrettes de plain-pied encore ouvertes en 1967, deux restent fonctionnelles de nos jours, prêtes à recevoir ceux qui, sur la « Voie de Tours » cheminent vers le tombeau de l'apôtre saint Jacques à Compostelle, respectant ainsi partiellement la volonté du duc d'Épernon (photo 2). Au cours des ans, un certain laxisme a pu d'ailleurs exister dans cette tradition d'accueil puisque, par exemple en 1662, une ordonnance capitulaire du vicaire général commande que le « père prieur fera refaire au plus tôt ce qui se pourra et raccommode les couchettes qui y sont à présent dans la chambre des passants, du moins au nombre de six, et icelles garnir de paillasses, matelas ou loudies, traversins et couvertures, donnant aux dits passants selon le pouvoir de l'hôpital les aliments et le chauffage conformément à la fondation... » De même, en 1939, les médecins aliénistes demandent « que l'on améliore le local réservé aux chemineaux, en séparant notamment les sexes ». De fait, il y aura postérieurement un couloir des hommes à droite et un couloir des femmes à gauche.

Par la suite, devant certains abus, la direction de l'établissement est obligée de mettre les choses au point. Voici le texte intégral d'une note de service non datée mais antérieure à 1967 : « Il est rappelé aux concierges de l'établissement que les passagers possédant un bon de la mairie peuvent être admis à l'hôpital civil Sainte-Marguerite pour une et éventuellement deux nuits dans les chambres individuelles du rez-de-chaussée aux conditions suivantes : a) Arrivée à 19 heures au plus tard ; b) Fourniture par l'établissement de la soupe et du pain ;

c) Départ le lendemain avant 9 heures. Il en est de même pour la deuxième nuit. En aucun cas, un passager ne peut être admis pour une durée supérieure à celle énoncée ci-dessus. »

La tradition a voulu pendant très longtemps que les occupants provisoires de ces locaux y fussent enfermés par le concierge de la tombée de la nuit au petit matin, ce qui leur évitait le contact avec les aliénés et la visite des « mauvais » lieux. Le pèlerin disposait alors d'une sonnette pour prévenir les secours en cas d'urgence. Chaque cellule de 8 m² environ comportait initialement une pierre d'évier, un seau hygiénique, un broc d'eau, une bougie et un lit étroit. Une fontaine murale fut ultérieurement installée. Il y a quelques années, un ancien passage désaffecté contigu a été transformé en salle d'eau avec toilettes et lavabo à la disposition des voyageurs. À l'heure actuelle, le passant pèlerin dispose donc des clés de sa cellule, sans aucun chauffage depuis fort longtemps, et de la salle de bains. Devenu autonome, il peut même se rendre en centre ville pour y trouver un peu de la convivialité cadillacaïse et étancher sa soif en vin de l'entre-deux-mers. Il lui est toutefois interdit de fumer dans sa chambrette et d'y loger à deux.

Le protocole d'admission est maintenant le suivant. Le voyageur se présente à la conciergerie de l'hôpital où il montre sa crédentiale de pèlerin de Compostelle et laisse en dépôt une pièce d'identité. Le préposé lui remet ensuite les clefs, une bouilloire électrique et un formulaire de consignes qu'il doit compléter. Dans sa chambre (lit hospitalier, table et chaise), éclairée à l'électricité et au confort précaire, il trouvera une boîte alimentaire (repas froid du soir et petit déjeuner du lendemain), une bouteille d'eau minérale, une cuvette et un gobelet en plastique, une serviette éponge, un gant de toilette, une poubelle et une petite documentation sur les autres lieux d'hébergement de la région. Comme le précisait en 1967 M. Puiboube, regretté directeur de l'hôpital psychiatrique autonome de Cadillac-sur-Garonne, à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de l'hospice Sainte-Marguerite, c'est sans doute le dernier établissement hospitalier de France « à respecter une telle obligation, souvenir de son lointain passé » [5].

3. Conclusion

En peu de pages, nous avons essayé de résumer l'histoire de l'hôpital civil Sainte-Marguerite (1617-1972), vieil hospice cadillacaïse à l'origine du centre hospitalier actuel. Devenu au cours des temps une annexe de l'asile d'aliénés, il admit des malades de la ville et de la région de Cadillac ainsi que des employés ou anciens employés de l'établissement qui vinrent parfois y mourir. Il ne reste de sa fondation par le premier duc d'Épernon que deux

« cellules » qui accueillent toujours les pauvres pèlerins se rendant à Saint-Jacques de Compostelle.

NOTES

[1] Bénézech M. Heur et malheur du cimetière des aliénés de Cadillac. *Histoire des Sciences Médicales*, 2008, 42, 1, 71-80.

[2] Archives historiques (pavillon Morel et secrétariat de direction) et médicales (pavillon particulier). Centre Hospitalier de Cadillac, 33410 Cadillac-sur-Garonne, France.

[3] Bénézech M, Lièvre C. Le triste sort des aliénés de Sarreguemines transférés à l'asile de Cadillac pendant la Seconde Guerre mondiale. *Revue de la Société Française d'Histoire des Hôpitaux*, 2011, sous presse.

[4] Bénézech M. Le malade mental et sa mort à l'hôpital psychiatrique de Cadillac : étude sur trente ans (1923-1952). *Ann Méd Psychol* 2011;169: 63-69.

[5] Exposition « Hôpitaux et Confréries de Pèlerins de Saint-Jacques » à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de l'hôpital de Cadillac. Cadillac-sur-Garonne, Château des ducs d'Épernon, mai-septembre 1967. Catalogue de l'exposition, non paginé.

Légendes des photos

Photo 1 – Hôpital Sainte-Marguerite

Photo 2 – Intérieur d'une des cellules réservées aux pèlerins de Compostelle

Photos aimablement prêtées par ©Stephan FERRY

Accept

Accepted